



PERSPECTIVES

La parole aux experts sur la transition écologique et sociale

Trimestriel - numéro spécial - mai 2022

Comment la situation géopolitique renforce l'urgence de la transition carbone

Un accompagnement renforcé pour la transition de nos clients

par **Séverine Mateo**,
Responsable mondiale du
Low Carbon Transition Group
chez BNP Paribas



Les incertitudes géopolitiques actuelles exacerbent les tensions sur les marchés des énergies fossiles.

Afin de renforcer la résilience du système énergétique européen, la commission européenne planche actuellement sur le plan REPowerEU qui poursuit un double objectif : diversifier l'approvisionnement en gaz et accélérer la réduction de la dépendance aux énergies fossiles. Ce plan intensifie ainsi les actions engagées en 2021 dans le cadre du Pacte vert. Il vise notamment à amplifier la production d'énergies renouvelables et de carburants alternatifs, accélérer

le développement de l'hydrogène et intensifier l'électrification et la décarbonation des processus industriels, de la mobilité, et des bâtiments. Le contexte actuel accentue les défis (industriels, technologiques, ...) auxquels nos clients font face et également le besoin de trouver des énergies alternatives permettant d'accélérer la décarbonation. Des investissements massifs seront en effet nécessaires dans les prochaines décennies pour atteindre la neutralité carbone. La mission du Low Carbon Transition Group créé par BNP Paribas est précisément de conseiller les clients, entreprises et institutionnels, dans leur

« LE CONTEXTE ACTUEL ACCENTUE LES DÉFIS AUXQUELS NOS CLIENTS FONT FACE ET LE BESOIN DE TROUVER DES ÉNERGIES ALTERNATIVES PERMETTANT D'ACCÉLÉRER LA DÉCARBONATION. »

transition vers cette économie bas carbone. Nous accompagnons également nos clients dans les levées de capitaux (sur les marchés publics et privés, de fonds propres ou de dettes) nécessaires à cette profonde transformation.

La sobriété : un élément incontournable de la transition énergétique

La crise en Ukraine nous rappelle une évidence économique : toute dépendance à un nombre restreint de fournisseurs est source de risques. L'économie européenne est fortement dépendante de l'Est de l'Europe pour ses approvisionnements, notamment en produits énergétiques (pétrole, gaz naturel) et agricoles. La crise actuelle engendre des craintes et une forte volatilité des cours, ce qui ne sera pas sans conséquence sur la stabilité sociale. Une action soudaine et brutale sur l'offre, comme un embargo sur les importations, pourrait avoir un impact important sans une réponse de la même envergure au niveau de la demande.

Le conflit actuel remet donc sur le devant de la scène l'enjeu de la sobriété, déjà mis en évidence dans le rapport Meadows de 1972 sur les limites de la croissance. Les entreprises doivent trouver les moyens de produire plus efficacement, des biens plus durables à plus haute valeur ajoutée. Pour limiter l'impact sur les consommateurs, la solution la plus efficace est de les accompagner dans leurs efforts visant à réduire leur consommation. Par exemple, en soutenant la rénovation énergétique des logements ou l'économie circulaire.

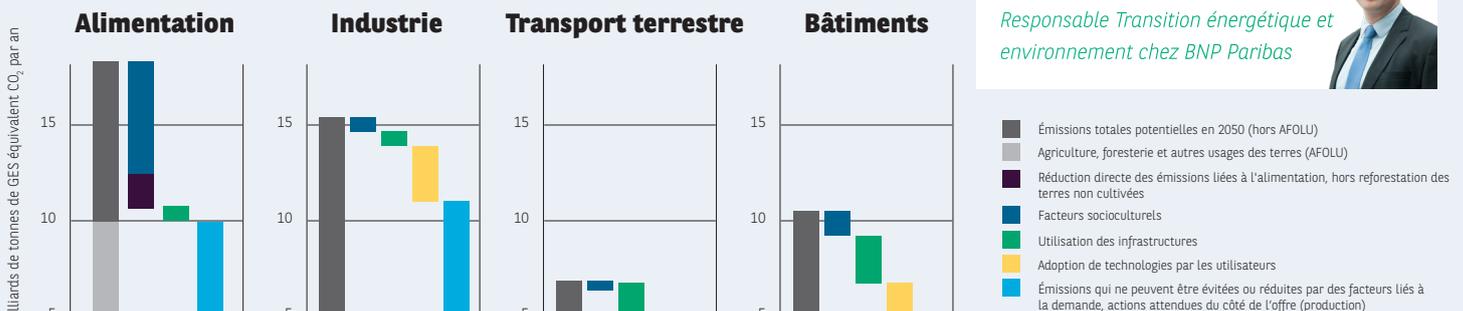
La sobriété dans la consommation, l'efficacité énergétique et la production d'électricité bas carbone sont des éléments centraux dans la stratégie visant la neutralité carbone collective. Cette crise vient donc accentuer le besoin d'accélérer notre transition énergétique.

Sebastien Soleille,
Responsable Transition énergétique et
environnement chez BNP Paribas



Les leviers pour réduire la demande en énergie et nos émissions

Afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050, le GIEC a résumé l'impact des facteurs les plus pertinents pour baisser la demande (utilisateur) en énergie. Au niveau de l'alimentation, ils sont plutôt socioculturels (régime végétarien...), alors que pour le transport terrestre, ils sont davantage liés aux infrastructures (transports publics) et aux avancées technologiques (voiture électrique).



Source : IPCC (www.ipcc.ch)



SCANNEZ OU CLIQUEZ SUR CE QR CODE
POUR DÉCOUVRIR EN DÉTAIL LES DIFFÉRENTS
FACTEURS D'IMPACT POUR CHAQUE SECTEUR

Une opportunité d'accélérer la transition et de renforcer l'autonomie industrielle de l'UE

La stratégie d'autonomie énergétique de l'Europe est désormais en haut de l'agenda européen, avec des objectifs climatiques qui vont être facilités.

Le contexte géopolitique accroît la mobilisation pour la transition énergétique

par William De Vijlder,
Économiste en chef du Groupe
BNP Paribas



L'urgence d'une transition énergétique majeure s'impose à nous pour différentes raisons : santé publique, éthique, biodiversité, solidarité intergénérationnelle, etc. Avec l'invasion de l'Ukraine, la géopolitique s'est ajoutée à cette liste.

Les pays producteurs de matières premières essentielles peuvent utiliser leur position comme une arme lors d'une confrontation géopolitique. La situation actuelle rappelle d'ailleurs les années 70. Suite à l'embargo pétrolier imposé par les pays producteurs en 1973 qui avait provoqué le premier choc pétrolier, l'administration Nixon avait lancé le *Project Independence*, un plan qui avait l'ambition de permettre aux États-Unis d'atteindre l'autosuffisance énergétique dès 1980.

La sécurité d'approvisionnement revêt une importance vitale pour le bon fonctionnement d'une économie, comme nous l'avons vu lors des scènes chaotiques provoquées par les difficultés d'approvisionnement lors de la pandémie de Covid-19. Ces événements ont accéléré les débats concernant l'autonomie stratégique de l'Union européenne et la guerre en Ukraine a propulsé le sujet tout en haut de l'agenda.

Si l'autonomie pouvait être difficile ou impossible à atteindre pour certaines matières premières, ce n'est pas le cas de l'énergie. Pour réduire rapidement sa dépendance aux énergies fossiles russes

« LA SÉCURITÉ
D'APPROVISIONNEMENT REVÊT
UNE IMPORTANCE VITALE POUR
LE BON FONCTIONNEMENT
D'UNE ÉCONOMIE. »

d'ici 2030, la Commission européenne a récemment proposé le plan REPowerEU. Ce dernier est basé sur deux grands piliers : la diversification des sources d'approvisionnement en gaz naturel et la réduction de la consommation d'énergies fossiles en soutenant l'amélioration de l'efficacité énergétique et en développant les énergies renouvelables.

L'implémentation de ce nouveau plan constituerait un gigantesque coup d'accélérateur pour le plan Fit for 55. Ce dernier doit permettre à l'Union européenne d'atteindre ses objectifs climatiques à l'horizon 2030 et ensuite la neutralité carbone.

La transition énergétique renforce l'autonomie industrielle

par Nicolas Bertrand,
Responsable mondial de l'Industry
Research chez BNP Paribas



Ces dernières années, l'amélioration de l'autonomie industrielle a été au centre de l'attention des instances européennes, une priorité encore accrue par la guerre en Ukraine.

L'Union européenne entend poursuivre et renforcer sa stratégie industrielle lancée en 2020. Cette dernière se fonde sur deux grandes priorités : le Pacte vert (dont la transition énergétique) et le soutien à la transformation numérique. Cette stratégie a été confirmée le 11 mars dernier lors de la déclaration de Versailles qui insistait aussi sur une plus grande autonomie énergétique de l'UE.

Dans un premier temps, l'urgence de la situation pousse à substituer le gaz russe

par des sources alternatives, y compris des énergies fossiles. Toutes les parties prenantes sont toutefois bien conscientes du caractère précaire de cette solution qui détourne une partie des investissements nécessaires à la transition énergétique. Les acteurs européens restent convaincus qu'il faut accélérer l'électrification des usages, améliorer l'efficacité énergétique, démultiplier les capacités de production d'énergies décarbonées et renouvelables, développer la production d'hydrogène bas carbone et aussi favoriser l'économie circulaire en soutenant notamment le recyclage. Cette crise donne à l'Europe l'occasion sans précédent de renforcer sa souveraineté et de réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

« CETTE CRISE DONNE À
L'EUROPE L'OCCASION SANS
PRÉCÉDENT DE RENFORCER SA
SOUVERAINÉTÉ ET DE RÉDUIRE
SES ÉMISSIONS DE GAZ À
EFFET DE SERRE. »

Des investissements importants vont être nécessaires afin de soutenir cette stratégie. Le rôle des gouvernements sera de créer un environnement favorable aux capitaux privés, avec notamment des aides de plusieurs milliards d'euros pour l'hydrogène en France et en Allemagne.

La hausse du pétrole et du gaz naturel renforce la compétitivité des sources d'énergie non fossiles. Mais cela pourrait entraîner une hausse généralisée des coûts durant la période de transition, de sorte que des mesures d'accompagnement seront nécessaires. De son côté, BNP Paribas est prête à jouer son rôle et à soutenir ses clients dans leurs efforts de transition.

L'impact de la crise sur les stratégies de l'Allemagne et du Moyen-Orient

Si la crise peut contrarier à court terme certains aspects de la transition, elle devrait rapidement provoquer une nouvelle accélération du développement des énergies propres.

L'Allemagne intensifie ses efforts pour devenir indépendant des combustibles fossiles importés

par **Eva Meyer**,
Directrice de l'Engagement
d'entreprise chez
BNP Paribas Allemagne



L'Allemagne est très dépendante de l'énergie russe. Elle importe actuellement 55% de son gaz, 34% de son pétrole et 26% de son charbon de Russie. Le gouvernement intensifie donc ses efforts pour devenir indépendant des combustibles fossiles importés et pour assurer la sécurité énergétique du pays. Dans le même temps, il veut maintenir ses objectifs de neutralité carbone pour 2045 et réduire les émissions de gaz à effet de serre de 65% d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990. Afin de réduire ses importations d'énergie russe à court terme, l'Allemagne mise sur la diversification de ses importations, le stockage de charbon et

65%

L'Allemagne veut réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 65% d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990

de gaz naturel ainsi que des mesures d'efficacité énergétique pour les ménages et l'industrie. Le principal défi sera le remplacement du gaz russe qui représentait plus de la moitié de la consommation en Allemagne l'année dernière. Pour la production d'électricité (15% de la consommation de gaz), le gaz sera remplacé à court et moyen terme par un mix incluant charbon et renouvelables. C'est pourquoi le gouvernement a suspendu la fermeture de centrales à charbon. À moyen et long terme, le gouvernement prévoit de développer les énergies renouvelables, les terminaux Gaz Naturel Liquéfié (GNL) et la filière de l'hydrogène. À la mi-avril, le *Easter Package* du programme d'urgence climatique allemand a été présenté. Il vise à accélérer le développement des énergies renouvelables sur terre et en mer afin que l'approvisionnement en électricité du pays repose presque entièrement sur des sources d'énergies renouvelables dès 2035. Des objectifs plus ambitieux ont été fixés afin d'atteindre 80% d'électricité renouvelable (environ 600 TWh) d'ici 2030.

Enfin, le gouvernement allemand veut accélérer le déploiement de l'éolien terrestre à 10 GW par an, ce qui portera la capacité installée à environ 115 GW en 2030. Pour l'énergie solaire, l'objectif est porté à 22 GW par an et une capacité d'environ 215 GW en 2030. Pour l'éolien offshore, l'Allemagne vise un parc de 30 GW en 2030 et 70 GW en 2045. Le *Package* comprend également 19 nouveaux projets d'expansion du réseau. Globalement, il y aura une augmentation de la production d'électricité à partir du charbon à court terme, mais la transition bas carbone est maintenue à moyen et long terme.

Le rôle clé des pays du Moyen-Orient dans la transition énergétique

par **Amine Bel Hadj Soulami**,
Responsable Moyen-Orient et
Afrique chez BNP Paribas CIB



L'invasion de l'Ukraine par la Russie a perturbé les marchés mondiaux de l'énergie et fait avancer les débats sur la politique climatique. L'attention s'est surtout concentrée sur la sécurité énergétique en Europe et sur l'impact de la crise sur les plans de décarbonation de la région. Mais les répercussions de la guerre se feront sentir partout, y compris au Moyen-Orient.

Le glissement des priorités vers la sécurité et l'approvisionnement énergétiques peut freiner la transition à court terme. En revanche, à moyen et long terme, la guerre accélérera le développement des énergies propres et les efforts des pays pour réduire leur dépendance au pétrole et au gaz. Les énergies propres domestiques apporteront flexibilité et sécurité tout en réduisant la volatilité des coûts et les perturbations de l'offre.

Du point de vue du Conseil de coopération du Golfe (CCG), les pays du Moyen-Orient riches en hydrocarbures ont un rôle clé à jouer dans la transition énergétique mondiale. Les Émirats arabes unis se sont engagés à atteindre la neutralité carbone pour 2050, l'Arabie saoudite et le Bahreïn pour 2060. Grâce à l'intérêt accru pour le Gaz Naturel Liquéfié (GNL), les pays exportateurs de gaz pourraient bénéficier d'une hausse structurelle de la demande européenne. Les pays du CCG – surtout les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite – ont aussi progressé dans le développement des énergies solaire et éolienne à grande échelle.

« LES PAYS DE LA RÉGION SERAIENT BIEN INSPIRÉS D'UTILISER LEURS EXCÉDENTS BUDGÉTAIRES POUR ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES. »

Cela ouvre également la voie à la production d'hydrogène vert à un coût compétitif, un vecteur important de la décarbonation de l'industrie et de la mobilité. Le CCG présente des avantages considérables à cet égard, en raison de l'abondance et du faible coût des énergies solaire et éolienne. Les coûts liés à l'hydrogène vert sont un défi bien connu qui ne doit toutefois pas faire dérailler les projets en cours. Les pays de la région seraient bien inspirés d'utiliser leurs excédents budgétaires pour accélérer le développement des énergies renouvelables, de l'hydrogène, des exportations d'ammoniac et des projets de capture du carbone, afin d'être bien préparés pour l'ère post-pétrole.

Le privé doit soutenir l'effort du public dans la transition

Le secteur privé est en première ligne pour soutenir les fonds publics dans les efforts de transition. BNP Paribas a récemment renforcé ses ambitieux objectifs.

Maintien de nos engagements dans un contexte de crise inattendu

par **Laurence Pessez**,
Directrice de la Responsabilité
sociale et environnementale
chez BNP Paribas



La banque a pris des engagements forts en rejoignant la Net-Zero Banking Alliance (NZBA) en 2021. Dans ce cadre, nous venons de publier début mai notre premier **rapport d'alignement** dans lequel nous avons annoncé une réduction de 12% de notre exposition de crédit liée à l'exploration pétrolière et gazière entre 2020 et 2025. Ce qui inclut une baisse de 25% de notre exposition de crédit à la production de pétrole sur la même période. Ces objectifs nous engagent pour plusieurs années. Par ailleurs, nos points de départ sont significativement plus bas que la moyenne mondiale et que la plupart de nos pairs, car nous n'avons pas attendu 2021 pour diminuer notre soutien aux énergies fossiles.

La crise en Ukraine ne modifie pas nos engagements et ne doit surtout pas servir de prétexte pour retarder le processus de transition. Le changement climatique n'est pas négociable. La situation géostratégique nous incite au contraire à intensifier nos efforts dans le domaine de l'efficacité énergétique et du développement des énergies bas carbone (renouvelables et nucléaire). Nous avons notamment récemment réalisé de nombreuses opérations pour développer les capacités de production d'hydrogène vert.

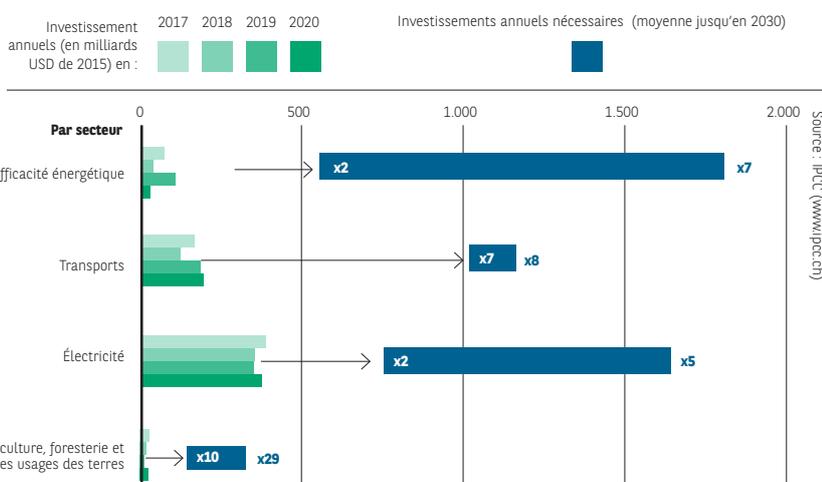
Le conflit souligne le lien entre sécurité énergétique et changement climatique

par **Alexander Bernhardt**,
Responsable mondial du
Sustainability Research chez
BNP Paribas Asset Management



L'inflation est en train de s'envoler en raison des pénuries de matières premières et des sanctions économiques causées par le conflit en Ukraine. Cette situation montre qu'il est plus que jamais nécessaire d'accélérer la transition énergétique. Sans rétablissement des approvisionnements en pétrole et en gaz russes, l'Europe devra faire un choix difficile à court terme : recourir à des technologies à émissions élevées facilement disponibles (comme le charbon) ou imposer des mesures d'austérité pour réduire la demande d'énergie. Afin d'atténuer le problème et d'éviter qu'il se répète à l'avenir, des investissements importants sont nécessaires dès maintenant pour développer les énergies renouvelables domestiques. Cela permettrait de renforcer la sécurité énergétique en réduisant la dépendance à l'égard du pétrole et du gaz étrangers, d'atténuer le changement climatique en réduisant les émissions et de limiter le risque d'inflation puisque les énergies renouvelables sont déflationnistes à long terme. Pour ce faire, l'UE et les gouvernements, en Europe et dans le monde, doivent investir massivement dans les technologies et les infrastructures renouvelables. Toutefois, les capitaux publics ne suffiront pas. L'idéal serait qu'ils soient structurés de façon à attirer des capitaux privés en créant des mesures incitatives (comme des avantages fiscaux pour les investissements à faible intensité carbone) et en réduisant les risques liés aux projets (par exemple en finançant davantage de R&D sur les nouvelles technologies). Il n'y a pas de meilleur moment pour aligner les ambitions sur un avenir neutre en carbone.

Investissements annuels permettant de limiter le réchauffement global en deçà de 2°C



Les facteurs de multiplication indiquent le facteur entre les investissements des dernières années et les moyens nécessaires pour limiter le réchauffement climatique.

Selon le dernier rapport du GIEC, il faudrait multiplier les investissements dans les mesures d'atténuation par un facteur de trois à six à l'horizon 2030 pour limiter la hausse de la température en dessous de 2°C. Même si les montants nécessaires sont conséquents, cela ne représenterait qu'une faible part du PIB mondial selon Priyadarshi Shukla, coprésident du Groupe de travail III du GIEC. Sans compter sur les co-bénéfices économiques des mesures d'atténuations mises en place.



SCANNEZ OU CLIQUEZ SUR CE QR
CODE POUR DÉCOUVRIR COMMENT
NOUS POUVONS RÉDUIRE DE MOITIÉ
LES ÉMISSIONS D'ICI 2030

Exclusion de responsabilité - Cette publication a été réalisée par BNP Paribas à titre informatif uniquement. Les opinions exprimées sont des points de vue personnels et BNP Paribas ne peut être tenu pour responsable de toute conséquence résultant de leur utilisation. Bien que les informations aient été obtenues de sources que BNP Paribas considère comme fiables, elles n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. Les informations et opinions fournies ne constituent pas une recommandation, une sollicitation ou une offre de BNP Paribas ou de ses partenaires, et ne doivent pas être considérées comme un conseil en matière d'investissement, de fiscalité, de droit, de comptabilité ou autres.

© BNP PARIBAS. Tous droits réservés.

